

En France, chaque salarié travaille une journée par semaine pour rémunérer les actionnaires de son entreprise. En 2012, les entreprises ont versées 230 milliards d'euros de dividendes ; quatre fois plus qu'en 1996... Le plan d'austérité gouvernemental de 50 milliards a préféré s'attaquer aux plus modestes.

Réduire les prestations sociales, geler la rémunération des fonctionnaires ; c'est bien plus facile que de s'attaquer aux privilèges des grands groupes qui n'ont cessé de s'enrichir depuis trente ans.

Que dire des « économies » de 11 milliards que l'on entend faire « porter » par les élus locaux ? Deux tiers d'entre eux sont des bénévoles, quand le plus obscur conseil d'administration d'une entreprise privée verse des jetons de présence.

Et par les départements ? Sur 100 euros engagés par ces derniers ; 51 vont à l'action sociale, 8 à l'enseignement, 13 aux routes et aux opérations d'aménagement, 5 aux transports publics de voyageurs et seulement 7 dans les services généraux. Sans nul doute, les économies demandées seront payées par les habitants : hausse des tarifs de la cantine, baisse des subventions aux associations, fermeture des services publics jugés non rentables, nouveaux retards dans le domaine de la transition énergétique, dans la rénovation des logements, dans la réalisation des équipements nécessaires pour rendre la ville accessible aux personnes en situation de handicap, à mobilité réduite ; hausse des impôts locaux ?

Est-ce l'avenir qui nous guette au Pré Saint-Gervais ?

Toute notre vigilance sera nécessaire pour que ces prochaines années ne soient pas synonymes d'une baisse des services offerts aux Gervaisiens, à moins que le gouvernement ne change de cap ?